

# L'analogie entre les crises de 1982 et de 2007-2008

## Les crises de la dette ne sont pas les mêmes au Nord et au Sud

(par [Éric Toussaint](http://www.voltairenet.org/fr) ; <http://www.voltairenet.org/fr>)

Des commentateurs tentent d'analyser la crise actuelle des banques privées aux États-Unis en la comparant à celles qu'ont connue les banques publiques des pays en voie de développement, en 1982. Cette analogie n'est pas raisonnable, observe Éric Toussaint, tant les situations sont différentes. Surtout, la prédation financière évolue, d'autant que des pays du Sud tentent aujourd'hui de s'extraire de la globalisation financière et de créer des institutions séparées pour se protéger.

---

15 JANVIER 2008

En 1982, la crise de la dette publique externe des pays en développement avait éclaté sous l'effet conjugué de la hausse des taux d'intérêt imposée deux ans auparavant par les États-Unis et de la baisse des prix des matières premières, à commencer par le pétrole. L'épicentre de la crise était au Sud et les premiers touchés étaient les pouvoirs publics des Pays en voie de développement (PED) obligés de rembourser des sommes énormes.

Les crises financières des années 1990 ont touché presque uniquement les PED : crise mexicaine de 1994-1995, crise asiatique de 1997-1998, crise russe de 1998, crise brésilienne de 1999, crise turque de 2000, crise argentine de 2001-2002, crise brésilienne de nouveau en 2002. Chaque crise a été déclenchée par des mouvements brusques de capitaux et des attaques spéculatives contre les monnaies des États concernés. Les capitaux financiers qui s'étaient dirigés vers ces pays avant la crise s'en retiraient, provoquant la crise. Une fuite des capitaux vers la sécurité s'opérait : ils retournaient vers les centres financiers du Nord considérés comme plus sûrs.

En août 2007, la crise financière a éclaté au Nord dans la principale économie mondiale et touche à ce stade principalement les sociétés financières privées des pays les plus industrialisés, en particulier en Amérique du Nord et en Europe occidentale et centrale. Pour le moment, le Japon est relativement en marge car son secteur financier privé, qui a été touché directement par une crise de la dette il y a plus de 15 ans, est à peine en train de s'en remettre. La crise japonaise a peut-être amené les banquiers japonais à être un peu plus prudents que les Nord-Américains et les Européens [1]. La crise est telle dans le système financier du Nord qu'on assiste à une fuite vers la sécurité en sens inverse par rapport au passé : des capitaux les quittent et se dirigent vers des Bourses de valeur de pays comme l'Inde, la Chine et le Brésil [2] qui apparaissent comme un havre de paix. L'afflux est tel que le gouvernement indien, qui est pourtant néolibéral, veut prendre des mesures pour décourager cette entrée intempestive de capitaux qui font s'apprécier la monnaie indienne (roupie) et menacent de repartir dans quelque temps si des opportunités financières plus rentables s'offrent à un autre point de la planète [3].

D'autres éléments de la situation mondiale changent la donne par rapport aux 25 dernières années :

- 1. La tendance historique entre 1982 et 2004 était à la baisse des prix des matières premières et à une dégradation des termes de l'échange entre les pays les plus industrialisés et les PED. Depuis 2005, les prix des matières premières sont repartis fortement à la hausse.
- 2. La plupart des PED enregistre des surplus commerciaux, notamment la Chine qui inonde de ses produits manufacturés le marché mondial.
- 3. En 1982 et par la suite, les réserves de change des PED étaient limitées. Depuis 2002, lentement et à un rythme accéléré depuis 2005, elles n'arrêtent pas d'augmenter.
- 4. La dette privée augmente très fortement tant au Nord qu'au Sud dans un contexte de marchés interconnectés et sous la forme de constructions complexes de produits dérivés qui, loin d'assurer plus de stabilité, augmentent l'opacité et la spéculation. Nous avons un vaste système financier dont un secteur très

important est construit sur une accumulation de titres de la dette qui menace de s'effondrer comme un château de cartes.

- 5. La dette publique interne atteint des sommets dans les PED (tandis que la dette publique externe baisse), aux États-Unis elle augmente mais plus lentement, tandis qu'au Japon elle se maintient à un niveau extrêmement élevé (185 % du PIB selon le FMI).
- 6. Le prix des aliments explose à l'échelle planétaire.
- 7. La course aux armements a repris un rythme endiablé sous la conduite des États-Unis.
- 8. Les flux de capitaux Sud-Sud augmentent.
- 9. La Chine pèse sur les relations économiques et financières mondiales comme jamais auparavant.
- 10. Un groupe de pays d'Amérique latine lance les fondations de nouvelles institutions multilatérales régionales, à commencer par une Banque du Sud.

### **Accumulation de réserves de change par les PED**

Depuis 2004, nous vivons une conjoncture économique caractérisée par un prix élevé des matières premières et d'un certain nombre de produits agricoles. Cela a permis à une majorité de pays en développement d'augmenter leurs recettes d'exportation et d'engranger d'importantes réserves de change. Cette situation concerne plus particulièrement les pays exportateurs de pétrole, de gaz et de minerais. Certains pays exportateurs de produits agricoles ont également bénéficié de cette conjoncture favorable. La Chine, exportatrice de produits manufacturés, a accumulé des réserves de change en quantité impressionnante : son stock s'élève en décembre 2007 à plus de 1 400 milliards de dollars. Néanmoins tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne, certains pays d'Afrique subsaharienne ont vu leur situation se détériorer.

Fin 2007, les PED détiennent ensemble plus de 4 600 milliards de dollars [4] comme réserves de change tandis que les pays les plus industrialisés détiennent moins du tiers de cette somme.

Comment les PED utilisent-ils leurs réserves ?

1) Une partie considérable (certainement plus de 700 milliards de dollars [5]) est prêtée au gouvernement des États-Unis via l'achat de bons du Trésor. La Chine prête aux États-Unis une partie de ses réserves (provenant de son surplus commercial avec ce pays) afin que l'économie nord-américaine poursuive ses achats de produits chinois. De nombreux États latino-américains, asiatiques et africains prêtent également une partie de leurs réserves aux États-Unis. Cette politique conservatrice et absurde du point de vue des intérêts des peuples est de plus en plus contestée.

2) Un nombre significatif de gouvernements a remboursé de manière anticipée ses dettes au FMI, à la Banque mondiale, au Club de Paris et aux banquiers privés.

3) Certains gouvernements ont créé des fonds de développement dans lesquels ils placent une partie de leurs réserves de change afin de financer notamment des rachats d'entreprises dans les pays les plus industrialisés. Ces fonds sont appelés en anglais *Sovereign Wealth Funds*, Fonds de richesse souverains en français. Dans l'ordre, les fonds les plus importants sont ceux de l'émirat d'Abou Dhabi (le volume de ce fonds n'est pas communiqué, les estimations varient entre 250 et 875 milliards de dollars !), du Koweït, de la Chine, de Singapour, de la Russie. La Libye vient de créer un fonds de 40 milliards de dollars. Le Venezuela a créé le Fonden (Fonds de développement national) début 2007. Au total, les différents fonds publics des PED disposent d'au moins 2 000 milliards de dollars. Certains de ces fonds publics (comme le chinois China's National Council for Social Security Fund – NCSSF) visent à assurer un financement du système de sécurité sociale. Les plus gros fonds achètent des entreprises ou des paquets d'action de celles-ci dans les pays les plus industrialisés, ce qui inquiète les gouvernements de ces pays. Plusieurs de ces fonds ont mis à profit la crise dans laquelle sont plongées plusieurs grandes banques privées occidentales depuis août 2007 pour acheter des actions de celles-ci (UBS, Merrill Lynch, Citigroup,...), c'est le cas en particulier du fonds de Singapour (Temasek) et de plusieurs fonds chinois. Cette politique menée par quelques gouvernements des PED est différente de la politique suivie dans les années qui ont suivi le boom pétrolier de 1973. À cette

époque, les gouvernements des PED recyclaient les pétrodollars en les prêtant aux banques privées du Nord et s'endettaient ensuite auprès de celles-ci. La politique actuelle des gouvernements qui rachètent des entreprises du Nord est plus solide mais ne rompt en rien avec la logique capitaliste dominante. Les investissements ne sont pas mis au service d'un projet alternatif non capitaliste, alors que potentiellement ils pourraient constituer de puissants leviers pour la mise en place de politiques de renforcement du secteur public en brisant le contrôle privé sur les grands moyens de production, en développant l'économie solidaire, en redistribuant radicalement la richesse en appliquant le principe de la justice et de l'égalité.

4) La création d'une Banque du Sud. Depuis décembre 2007, la Banque du Sud est sur les rails, même si tous les choix n'ont pas encore été faits. Ses géniteurs (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur, Paraguay, Uruguay, Venezuela) veulent financer leur intégration régionale et des projets sociaux. Les gouvernements du Brésil et d'Argentine défendent un projet néo-développementiste de soutien à l'expansion régionale d'entreprises capitalistes, qui prend pour modèle la construction européenne où dominent les intérêts du grand capital. Les gouvernements du Venezuela, d'Équateur et de la Bolivie sont enclins à se doter d'un instrument de financement de politiques économiques, sociales et culturelles qui rompent avec la logique de la recherche du profit pour appliquer les différents pactes qui garantissent les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Le fonctionnement futur de la Banque du Sud n'est pas encore finalisé, par exemple au niveau des droits de vote des pays membres ou de la façon de rendre des comptes. Le premier trimestre 2008 doit apporter des réponses définitives. D'autre part, certains pays envisagent également la création d'une Banque de l'ALBA (Bolivie, Cuba, Nicaragua, Venezuela).

### **Forte augmentation de la dette publique interne**

Une évolution récente est à prendre en considération : la dette publique interne augmente très fortement. Alors qu'en 1998, la dette publique interne et la dette publique externe faisaient parts égales, en 2006 la dette publique interne représentait le triple de la dette externe publique [6] ! Ce phénomène est capital : désormais il n'est plus possible de mesurer l'endettement des PED sur la base du seul montant de leur dette externe.

### **Le remboursement de la dette publique pèse très lourd**

Les derniers chiffres publiés par la Banque mondiale indiquent que le montant remboursé par les PED au titre de service de la dette extérieure publique et privée s'élevait à 540 milliards de dollars en 2006. Si on ne prend en compte que le service de la dette publique externe qui est de la responsabilité du budget de l'État des PED, celui-ci a représenté environ 280 milliards de dollars en 2006. Certes le ratio dette publique externe /PIB diminue mais le volume du stock poursuit sa progression et les montants remboursés ont encore augmenté en 2007 par rapport à l'année précédente. Plus grave encore, si on ajoute le service de la dette publique interne lui aussi à charge du budget de l'État, on atteint la somme astronomique de 1 000 milliards de dollars remboursés chaque année par les pouvoirs publics à la fois pour la dette publique externe et interne [7].

### **Augmentation de l'endettement des entreprises privées**

Il ne faut pas perdre de vue l'endettement croissant des entreprises privées des PED. La dette externe des entreprises privées des PED est passée de 664 milliards de dollars en 2004 à 911 milliards en 2006, soit une augmentation de 37 % [8]. Depuis que les pays exportateurs de matières premières connaissent une situation financière favorable, les banques privées des pays les plus industrialisés ont multiplié les prêts aux entreprises privées des PED. Les deux secteurs privés qui s'endettent le plus dans les PED sont les banques et les entreprises du secteur des hydrocarbures et des matières premières. Il faut être particulièrement attentif à cette évolution : les banques privées des PED empruntent au Nord à bas taux d'intérêts et le plus souvent à court terme pour prêter cet argent sur le marché intérieur à un taux plus élevé et à long terme. Si jamais la situation économique se dégrade (ce qui est probable pour les années qui viennent), on risque d'assister à une série de faillites de banque privées des PED comme lors des crises financières qui ont touché le Mexique en 1994-1995, les pays du Sud-Est asiatique et la Corée du Sud en 1997-1998, l'Équateur en 1998-1999 et l'Argentine en 2001. La dette privée des banques d'aujourd'hui risque, si on n'y prend garde, de représenter une dette publique demain. Il en va de même pour le secteur des hydrocarbures et des mines. Des entreprises privées pétrolières, gazières et minières s'endettent pour développer leur capacité de production afin de profiter des prix élevés des matières premières. Si ces prix chutent, les investissements réalisés grâce à l'emprunt risquent de se révéler non rentables et la dette à rembourser impayable. Il est donc fondamental de limiter et de contrôler cet endettement.

## **Des fonds vautours s'attaquent aux pays les plus vulnérables**

Les fonds vautours sont des fonds d'investissement privés qui rachètent à très bas prix, sur le marché secondaire de la dette, des créances sur des pays pauvres pour ensuite les poursuivre en justice afin d'obtenir le remboursement de l'intégralité des créances nominales majorées des intérêts de retard. Ces fonds vautours ont déjà mis la main sur près d'un milliard de dollars à l'issue de décisions de justice. La dernière en date a été rendue en avril dernier par la Haute Cour de Londres qui a condamné la Zambie à payer au fonds Donegal 17 millions de dollars pour une créance rachetée en 1999 à seulement 3 millions de dollars. Actuellement, pas moins de quarante procédures ont été déclenchées contre vingt pays, essentiellement en Afrique mais aussi en Amérique latine. La République démocratique du Congo totalise à elle seule huit actions en justice dont cinq ont déjà débouché sur une condamnation de l'État congolais. Autre exemple, le fonds américain Kensington réclame devant les tribunaux états-uniens 400 millions de dollars au Congo-Brazzaville pour une créance rachetée à 10 millions de dollars. En l'état actuel du droit et de la jurisprudence, il y a de fortes chances que les juges états-uniens rendent encore une décision favorable à ces fonds vautours.

## **Libor instable**

Le Libor (*London Interbank Offered Rate*) est le taux d'intérêt auquel les banques londoniennes se prêtent de l'argent les unes aux autres. Presque tous les prêts à taux variables accordés aux PED sont basés sur le Libor. Les contrats de prêts spécifient que l'intérêt à payer est égal au Libor plus un certain pourcentage. Par exemple : Libor + 3 %. Si le Libor est à 4,5 %, l'intérêt à payer s'élève à 7,5 %. Depuis la crise qui a éclaté en août 2007, le Libor a été très instable. Quand les banques perdent confiance entre elles, le Libor grimpe. C'est ce qui s'est passé en septembre, le Libor a fortement augmenté avant de repartir à la baisse. Si la crise ouverte en août se prolonge, ce qui n'est pas exclu, il est possible que le Libor atteigne un taux nettement plus élevé qu'aujourd'hui. Dans ce cas, on pourrait vivre la situation paradoxale suivante : une baisse des taux aux E-U combinée à une augmentation des taux réels payés par les PED à cause de l'augmentation du Libor. Cela obligerait les PED à puiser plus ou moins fortement dans leurs réserves afin de payer une facture plus élevée. Il s'agit d'une possibilité qui n'est pas à exclure et que les PED devraient intégrer dans leurs choix.

## **Augmentation des prêts Sud-Sud et rôle grandissant de la Chine**

Des banques privées de quelques pays en développement (Chine, Inde, Malaisie, Afrique du Sud) octroient de plus en plus de prêts à des gouvernements ou à des entreprises d'autres PED. Les prêts des banques publiques chinoises à l'Afrique augmentent fortement. En 2004-2006, les banques chinoises ont prêté deux milliards de dollars aux PED dans le domaine du pétrole et du gaz [9]. La Chine, mais aussi l'Inde, l'Afrique du sud et le Brésil, sont à la recherche de matières premières, c'est pourquoi les banques de ces pays augmentent fortement leurs prêts de manière à garantir leur approvisionnement. Ces pays cherchent également à vendre leurs produits et leurs services à crédit aux autres PED. Les pays les plus vulnérables risquent de tomber dans une nouvelle dépendance qui ne sera pas nécessairement meilleure que celle déjà existante à l'égard des pays les plus industrialisés. Pour éviter cela, il faut que les prêts Sud-Sud fassent partie d'une démarche qui vise le renforcement mutuel.

## **Banque du Sud comme premier jalon d'une nouvelle architecture financière internationale**

Cela rend d'autant plus essentielle la construction d'une nouvelle architecture institutionnelle internationale qui doit aboutir notamment au remplacement de la Banque mondiale et du FMI par des institutions démocratiques. La crise que traversent le FMI et la Banque mondiale peut être dépassée par ces deux institutions si les PED ne se dotent pas de nouveaux instruments alternatifs. En effet, à l'occasion d'une possible crise financière dans les PED, on peut être sûr que le FMI reviendra sur le devant de la scène comme prêteur en dernier ressort. Les deux institutions bien qu'affaiblies poursuivent leur agenda néolibéral. La construction de cette nouvelle architecture passera par la création et le renforcement de mécanismes d'intégration régionale Sud-Sud, par la constitution d'une ou de plusieurs Banques du Sud qui devront coordonner leurs efforts, par la mise en place de mécanismes d'échanges compensés [10] et solidaires entre PED. Ces derniers mécanismes donnent déjà des résultats fort intéressants en particulier en Amérique latine et dans la Caraïbe : amélioration de la santé, de la sécurité énergétique (Petrocaribe par exemple), de l'éducation, de l'information (développement de Telesur).

Il s'agit également de poursuivre l'action en faveur de l'annulation de toute la dette publique illégitime, qu'elle soit interne ou externe, afin de libérer des ressources nouvelles pour le développement humain qui passe

par la satisfaction de l'ensemble des droits humains. Dans cette perspective, les initiatives autour de l'audit de la dette jouent un rôle fondamental.

Nous vivons un moment inédit de l'histoire, la poursuite de la barbarie côtoie un début de mise en place d'alternatives en faveur des opprimés. Ces alternatives encore faibles et balbutiantes doivent être soutenues. La conjoncture est favorable au renforcement et à la radicalisation de ces alternatives car les PED sont dans une position de force par rapport aux pays les plus industrialisés. Les classes dominantes locales veulent profiter de la situation à leur avantage afin de renforcer des projets capitalistes qui peuvent prendre la forme de l'intégration régionale (les accords de Chiang Mai en Asie de l'Est ou Mercosur en Amérique du Sud) dans un cadre qui favorise la poursuite du profit privé maximum. Les peuples et les gouvernements qui souhaitent un réel changement ne peuvent pas se contenter de ces projets, ils ont la possibilité d'aller plus loin en ne laissant pas passer une opportunité historique. Encore faut-il monter à temps dans le train de l'histoire pour le conduire dans la direction de l'émancipation.

Éric Toussaint

Éric Toussaint est président du CADTM Belgique (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde).  
Dernier livre publié : *Banque mondiale : le coup d'État permanent*, CADTM/Syllepse/Cetim, 2006.

---

[1] Ceci dit, la situation économique du Japon est particulièrement déprimée : au deuxième trimestre 2007, le PIB a reculé de 1,2 % en rythme annualisé. Dans le même temps, les dépenses d'investissement ont régressé de 4,9 %, la consommation des ménages n'a progressé que de 0,3 %. Or ces deux postes sont les principaux moteurs de la croissance. L'indice Nikkei de la bourse des valeurs pique du nez. Les salaires stagnent et le chômage a grimpé. La croissance prévue pour l'ensemble de l'année 2007 s'élève à 1,7 %, cela dépendra du bon comportement des exportations qui tirent l'économie cette année.

[2] Voir le dossier réalisé à ce sujet par le *Financial Times*, 18 octobre 2007.

[3] Le gouvernement thaïlandais avait déjà pris des mesures de contrôle des mouvements de capitaux en 2006 pour les mêmes raisons.

[4] « Currency Composition of Official Foreign Exchange Reserves (COFER), Fonds monétaire international, dernière mise à jour consultée : 28 décembre 2007. Le montant des réserves de change est calculé en dollars, la principale monnaie de réserve internationale, bien que les réserves soient constituées également d'autres monnaies : euros, yens, livres sterling, francs suisses... Les réserves mondiales de change sont réparties en 2007 de la manière suivante : 2/3 en dollars, 1/4 en euros et le reste dans les autres monnaies fortes. Voir Banque des règlements internationaux, *Rapport annuel 2007*, Bâle, p.97). Document téléchargeable.

[5] Estimation de l'auteur. Il est fort possible que le montant soit plus élevé mais il est très difficile d'obtenir un chiffre précis car la plupart des banques centrales ne communiquent pas la répartition de leurs réserves.

[6] World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 46. Téléchargement du document en PDF (5,4 Mo).

[7] Calcul de l'auteur. Ni la Banque mondiale ni les autres instituts financiers internationaux ne fournissent des données précises sur le remboursement de la dette publique interne. Notre base de calcul est la suivante : selon la Banque mondiale, en 2006, la dette publique interne était trois fois supérieure à la dette publique externe. En 2006, les taux d'intérêt sur la dette publique interne des PED étaient généralement plus élevés que les taux d'intérêt sur la dette publique externe. Sachant que le remboursement de la dette publique externe des PED a représenté environ 280 milliards de dollars en 2006, on peut estimer que le total des remboursements sur la dette publique externe et interne a dépassé la somme de 1000 milliards de dollars en 2006. En 2007, les montants remboursés ont été supérieurs à ceux de 2006.

[8] World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, Tables, All Developing Countries.

[9] World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 44.

[10] Voir le type d'échange entre la Bolivie, le Venezuela et Cuba en 2006-2007 notamment dans le domaine des hydrocarbures, du transfert de technologie, de la santé et de l'éducation.